

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BOP/15/Add.1

11 avril 1997

(97-1529)

**Comité des restrictions appliquées à des fins
de balance des paiements**

Original: anglais

CONSULTATIONS DE 1996 AVEC LE PAKISTAN AU TITRE DE L'ARTICLE XVIII:12 b) DU GATT DE 1994 ET DU MEMORANDUM D'ACCORD CONNEXE

Document de base communiqué par le Pakistan

Addendum

PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU NOUVEAU PROGRAMME DE RELANCE ECONOMIQUE DU PAKISTAN

1. Le gouvernement nouvellement élu du Pakistan a annoncé, le 28 mars 1997, un ensemble de réformes tarifaires et fiscales qui représente un pas important sur la voie d'une plus grande libéralisation du régime commercial du pays et d'un élargissement de la base d'imposition. Les principales caractéristiques de ce train de réformes sont décrites ci-après.

Réformes tarifaires

2. Les réformes tarifaires se fondent sur la réduction du taux de droit maximal, l'aménagement en cascade de la structure des droits, la simplification des taux, la réduction du nombre de niveaux de droits et l'élargissement de la base d'imposition. Le train de réformes comprend les mesures spécifiques suivantes:

- Le droit de douane maximal, qui est actuellement de 65 pour cent, est ramené à 45 pour cent (à l'exception des chapitres 87 et 22).
- Le droit d'importation régulateur de 10 pour cent appliqué systématiquement auparavant est supprimé.
- Le nombre de niveaux de droits est réduit de 13 à 5, avec des taux de 10, 15, 25, 35 et 45 pour cent.
- Le taux de droit sur les installations industrielles et les machines (à l'exclusion des machines fabriquées localement) est uniformisé et ramené à 10 pour cent. Les machines fabriquées localement sont soumises à un taux de 25 pour cent.
- La taxation en cascade des matières premières primaires et secondaires, des biens intermédiaires et des produits finis, dans une fourchette allant de 10 à 45 pour cent, est introduite.

Réformes fiscales

3. Ces réformes ont pour objectif premier de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des taxes sur les échanges et de lui permettre de s'appuyer davantage sur les impôts directs comme la taxe sur les ventes et l'impôt sur le revenu. Cette série de mesures fiscales présente les caractéristiques suivantes:

- Afin d'encourager l'offre, il a été décidé de ramener le taux normal de la taxe générale sur les ventes de 18 à 12,5 pour cent.
- La taxe générale sur les ventes se présentera désormais sous la forme de deux taux, de 10 et 12,5 pour cent, au lieu de la fourchette antérieure allant de 5 à 23 pour cent.
- Afin d'élargir la base d'imposition, il a été décidé d'étendre la taxe générale sur les ventes au commerce de détail. Toutefois, dans un premier temps, on se propose d'introduire la taxe générale sur les ventes pour le commerce de détail sous la forme d'un impôt sur le chiffre d'affaires, à un taux de 3 pour cent. Avec l'amélioration progressive des renseignements disponibles concernant l'économie, on se propose de passer à une véritable taxe sur la valeur ajoutée prévoyant comme il convient la facturation des achats aux fins de l'impôt.
- Il est prévu d'exonérer à la fois les installations industrielles et les machines importées ou fabriquées localement de la taxe générale sur les ventes, ce qui constituera une mesure d'incitation à l'investissement.
- Le train de réformes prévoit la réduction des taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Les nouveaux taux devraient s'échelonner de 5 à 20 pour cent par comparaison à la fourchette actuelle allant de 10 à 35 pour cent.
- Les personnes salariées bénéficieront progressivement d'un allègement fiscal allant d'environ 50 pour cent à 20 pour cent. L'incidence de l'impôt pour les personnes non salariées sera réduite de plus de 50 pour cent. Il a été décidé que, pour l'année d'imposition 1997, l'impôt sur les bénéfices dans le secteur des entreprises serait de 33 pour cent pour les entreprises publiques, de 58 pour cent pour les établissements bancaires et de 43 pour cent pour les autres entreprises. Pour l'année d'imposition 1998/99, le taux d'imposition des entreprises publiques serait de 30 pour cent, celui des établissements bancaires de 55 pour cent et celui des autres entreprises de 35 pour cent.
- Seules les entreprises qui consacrent 2 pour cent de leurs bénéfices nets à des fonds d'éducation, de santé, de pension ou d'indemnisation de leurs travailleurs pourront bénéficier du taux d'imposition le plus faible.
- L'obligation de déclaration a été étendue à l'impôt sur le patrimoine.

Promotion des exportations

4. Le train de réformes prévoit de doubler en trois ans la valeur en dollars des exportations. Pour atteindre cet objectif, les principales étapes proposées sont les suivantes:

- Les droits sur les importations de machines destinées à des entreprises orientées vers l'exportation ont été réduits à 10 pour cent.

- L'importation de matières premières destinées principalement à la fabrication de produits d'exportation est soumise à un droit nul.
- Le programme de ristourne des droits de douane est en cours de rationalisation et à l'avenir le remboursement se fera dans un délai de 14 jours à compter de la date de dépôt de la demande et sera calculé sur la base de coefficients de production.
- Pour encourager les PME à exporter, il a été décidé de fournir des crédits à l'exportation aux petites et moyennes entreprises exportatrices à des conditions préférentielles.
- Afin d'encourager les exportations de produits non traditionnels, le gouvernement propose d'étendre son aide en s'implifiant les procédures douanières et les procédures de ristourne de droits et en abaissant le coût des transactions pour les exportations grâce à la modernisation des infrastructures de transport et de communication.
- Le train de réformes met un accent particulier sur le contrôle strict de la qualité des exportations et, à cet égard, les Ministères de l'industrie et de la science et de la technologie ont été invités à accélérer les efforts entrepris pour mettre en place des systèmes d'agrément et de certification afin de faciliter l'obtention des certifications ISO 9000 par les entreprises privées.